

1 500 Palestiniens sous la menace imminente d'être déplacés !



Partager



Yumna Patel / Mondoweiss



L'heure tourne pour une centaine de familles palestiniennes de la ville de Silwan, à Jérusalem-Est occupée, qui ont été contraintes de prendre une décision impossible : soit démolir leur propre maison, soit attendre que les forces israéliennes procèdent à la démolition.

C'est un destin contre lequel les familles du quartier al-Bustan de Silwan se battent sans relâche depuis des années, et dimanche, tout va se jouer. Au début du mois, Israël a émis une série d'ordres de démolition donnant aux familles d'al-Bustan 21 jours pour évacuer et démolir leurs maisons.

Selon les ordres de démolition, si les résidents, qui sont environ 1 500, ne détruisent pas eux-mêmes leurs maisons d'ici le dimanche 27 juin, la municipalité de Jérusalem procédera aux démolitions et facturera les frais de démolition aux résidents.

Depuis plus de dix ans, le gouvernement israélien a adressé aux familles d'al-Bustan des ordres de démolition, sous prétexte que leurs maisons ont été construites sans permis de la municipalité de Jérusalem.

En retour, la municipalité a cherché à faire avancer les plans des organisations de colons visant à transformer la zone d'al-Bustan en un parc biblique et à la relier au parc archéologique de la "Cité de David".

"Les premiers ordres de démolition sont arrivés en 2004 dans le quartier d'al-Bustan, visant 124 familles au centre du quartier", a déclaré à Mondoweiss Quteibah Odeh, 27 ans, assistante sociale et résidente d'al-Bustan.

"Mais jusqu'à ce jour, les habitants d'al-Bustan sont restés fermes, et n'ont pas encore quitté une seule maison. Et nous n'avons pas l'intention de partir", a-t-il ajouté.

Odeh, qui est né et a grandi à al-Bustan, est l'un des plus de 1 500 habitants du quartier dont la maison est menacée de démolition. Il a déclaré que ni lui, ni aucun de ses voisins n'avaient l'intention de démolir leur propre maison.

Ils [Israël] disent que nous avons des "constructions illégales", ou des bâtiments sans permis, ou que la lutte pour s'emparer de nos maisons et de nos terres est un "conflit immobilier". Mais au fond, c'est une bataille politique et idéologique", a déclaré Odeh.

"Si vous regardez par votre fenêtre à Silwan, vous pouvez voir la mosquée al-Aqsa. Nous entendons le son de nos prières depuis la mosquée ici à Silwan. C'est un endroit stratégique pour l'occupation", a déclaré Odeh.

"Et c'est là que se situe la véritable bataille : Israël essaie de faire entrer les colons et de repousser les Palestiniens, afin de pouvoir changer la réalité sur le terrain."

Nombre record de démolitions

L'ultimatum donné aux familles d'al-Bustan est une pratique courante à Jérusalem-Est. Selon les documents de l'ONU, au moins un tiers de toutes les maisons palestiniennes de Jérusalem-Est n'ont pas de permis de construire délivré par Israël, ce qui expose plus de 100 000 Palestiniens de la ville au risque d'être déplacés.

Seuls 13 % de Jérusalem-Est, dont la majeure partie est déjà construite, sont destinés à la construction palestinienne, tandis que 35 % de Jérusalem-Est ont été alloués aux colonies israéliennes, qui sont illégales au regard du droit international.

Le régime d'urbanisme restrictif d'Israël dans les quartiers palestiniens de la ville, associé au fait que la municipalité rejette la grande majorité des demandes palestiniennes de permis de construire, crée un environnement coercitif dans la ville qui expose les Palestiniens à un risque supplémentaire de déplacement, affirment les groupes de défense des droits.

En 2020, en pleine pandémie de coronavirus, plus de 175 structures palestiniennes ont été démolies ou saisies par les forces israéliennes à Jérusalem-Est au motif que les permis de construire faisaient défaut.

Parmi ces structures, environ 47 % étaient des autodémolitions, contre une moyenne de 21 % l'année précédente. Depuis le début de 2021, près de 50 % de toutes les démolitions à Jérusalem-Est ont été effectuées par les propriétaires eux-mêmes.

"La destruction de biens dans un territoire occupé est interdite par la quatrième Convention de Genève, sauf lorsque cette destruction est rendue absolument nécessaire par des opérations militaires", a déclaré le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) dans un rapport.

"La destruction ou la confiscation de biens entraîne généralement la violation d'une série de droits de l'homme, notamment le droit à un niveau de vie suffisant", a ajouté le BCAH.

"Ils ne nous donnent pas de permis, puis nous infligent une amende pour ne pas avoir obtenu de permis, et ensuite ils viennent et démolissent votre maison. Et après avoir démolie votre maison, ils vous envoient la facture pour le coût et les dépenses de la démolition", a déclaré Odeh.

"Y a-t-il quelque chose de plus oppressif que cela ?"

Expulsions à Batn al-Hawa

Mais les Palestiniens qui vivent à al-Bustan ne sont pas les seuls habitants de Silwan à se battre contre les tentatives de sauvetage de leurs maisons.

À quelques pas de là se trouve le quartier de Batn al-Hawa. Au sud de la vieille ville, la mosquée Al-Aqsa est visible de presque tous les toits, balcons et coins de rue du quartier.

Cependant, pour de nombreux résidents palestiniens du quartier, la vue de leur ville historique et de la ville de Jérusalem est obstruée par des drapeaux israéliens flottant sur les toits et drapés sur le côté des bâtiments, dispersés dans Batn al-Hawa.

Selon des groupes de défense des droits comme B'Tselem, Batn al-Hawa est le site de l'un des "programmes d'expulsion les plus étendus" de ces dernières années à Jérusalem-Est, dans lequel des groupes de colons israéliens tentent d'expulser par la force les résidents palestiniens du quartier et de les remplacer par des colons juifs.

Zuheir al-Rajabi, 50 ans, fait partie des centaines d'habitants de Batn al-Hawa menacés d'expulsion. Sa famille de quatre personnes a reçu un avis d'expulsion en 2015 avec 86 autres familles du quartier, leur ordonnant de quitter leur maison.

"Nous sommes une famille de réfugiés et maintenant ils essaient de nous déplacer à nouveau", a déclaré al-Rajabi, qui est né et a grandi à Batn al-Hawa après que sa famille ait été chassée de sa maison par Israël dans la vieille ville de Jérusalem en 1966.

"N'importe qui dans cette situation serait malheureux. Être déplacé plus d'une fois est un sentiment indescriptible. Nous avons été déplacés de force de nos maisons dans le passé, et maintenant ils essaient de le faire à nouveau", a-t-il déclaré.

Grâce à une série de mécanismes juridiques sanctionnés par les tribunaux israéliens, une organisation de colons israéliens du nom d'Ateret Cohanim a déposé des ordres d'expulsion contre les familles de Batn al-Hawa, y compris la famille de M. al-Rajabi, depuis 2002. Les ordres d'expulsion ont été déposés sous le prétexte que le terrain de Batn al-Hawa appartenait auparavant à des Juifs, il y a plus d'un siècle.

Alors que la loi israélienne autorise le transfert de propriété aux Juifs qui revendiquent une propriété antérieure à la création de l'État d'Israël, ce même droit est refusé aux Palestiniens comme les al-Rajabis qui ont été dépossédés de leur maison d'origine.

À ce jour, Ateret Cohanim a déjà pris le contrôle de six bâtiments à Batn al-Hawa, comprenant 27 unités de logement, et a engagé des procédures judiciaires en cours pour expulser au moins 81 familles palestiniennes, soit 436 personnes. Depuis 2015, 14 familles du quartier ont déjà été expulsées de force.

Lorsqu'al-Rajabi se promène dans le quartier, il passe devant les grands drapeaux israéliens accrochés aux maisons de ses anciens voisins qui ont été expulsés de force de leurs maisons.

"C'est une occupation et rien ne les empêchera de mettre en œuvre leur politique", a déclaré al-Rajabi. "Ils vont tout faire, nous arrêter, nous emprisonner et nous mettre dehors, comme ils l'ont fait avec nos voisins".

La communauté internationale doit agir

Alors que la date limite pour la destruction forcée des maisons d'al-Bustan se rapproche, les Palestiniens redoublent d'appels pour sensibiliser la population à la situation à Silwan.

Les appels à #SaveSilwan ont inondé les médias sociaux au cours du week-end, les gens demandant à la communauté internationale d'intervenir et d'arrêter les démolitions.

"Nous demandons à la communauté internationale d'agir, et de prendre position", a déclaré al-Rajabi à Mondoweiss. "Nous ne parlons pas de la destruction d'une maison ou de la mise à la porte d'une famille, nous avons des quartiers entiers et des familles entières qui sont menacés.

"Et il ne s'agit pas seulement de Silwan, a-t-il ajouté. "C'est Sheikh Jarrah, et c'est toute la Palestine. La communauté internationale a la responsabilité d'intervenir et de mettre fin à ces crimes de guerre, à la destruction et au déplacement forcé des familles".

"Nous n'avons pas d'autre endroit où aller. Nous avons été chassés en 1967 et ils veulent faire la même chose maintenant", a déclaré al-Rajabi.

Alors que la communauté internationale n'a pas réussi à empêcher les expulsions et les démolitions à Silwan auparavant, des personnes comme Quteiba Odeh ont plus que jamais l'espoir que cette fois, les choses pourraient être différentes.

"Ces dernières semaines, nous avons vu les gens du monde entier réagir à ce qui se passe en Palestine, et nous les avons vus prendre davantage conscience de l'occupation", a déclaré Odeh. "Nous serons plus forts dans notre résistance lorsque nous aurons plus de personnes pour nous soutenir.

"Aujourd'hui, je ne me sens pas comme avant, j'ai l'impression que nous sommes soutenus, que nous avons une famille, des gens qui nous soutiennent et des gens qui se soucient de nous."

"Les Palestiniens aiment la vie, ils veulent avoir une vie décente, un avenir. Nous voulons la dignité, nous aimons notre terre, et nous allons rester sur notre terre. Nous n'irons nulle part ailleurs", a déclaré Mme Odeh.

"Notre douleur est énorme, mais notre espoir est plus grand".

[Traduction : AFPS](#)